

d'inscrire ses activités dans le cadre des préoccupations de la communauté internationale, notamment dans le domaine du développement social, et de contribuer à la coopération internationale avec des projets concrets.

Représentant 57 pays musulmans et le monde islamique dans son ensemble, l'OCI rejette et condamne la violence et le terrorisme. Nous notons cependant que la guerre mondiale contre le terrorisme n'a pas donné de résultats convaincants car elle s'est principalement concentrée sur des moyens militaires. Ce qu'il est nécessaire de faire, selon nous, c'est de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, en employant l'art de la persuasion dans les démarches locales tout en ayant recours à la diplomatie et à des mesures financières et économiques, et en encourageant les tendances modérées.

À cet égard, je souhaiterais souligner, à ce stade, que le caractère sacré de la vie est une des valeurs primordiales de l'islam et que le terrorisme est une déviance hérétique de notre religion. Nous pensons que l'adjonction fréquente de l'épithète « islamique » à « terrorisme » est un sacrilège. De plus, cela est très dangereux. Nous devons veiller à ne pas créer une perception qui pourrait mener à une plus grande inimitié amère pour des raisons religieuses entre des centaines de millions de personnes.

Les musulmans à travers le monde n'ont jamais été soumis à une telle pression ni à une telle surveillance intensive. Nous avons besoin de faire un effort concerté pour faire cesser ce phénomène en faisant preuve d'une plus grande compréhension et en participant à un dialogue ouvert, critique et transculturel entre toutes les civilisations. D'un autre côté, nous partageons l'opinion d'un grand nombre qui appelle à la démocratisation du système des Nations Unies et, particulièrement, à celle de la composition du Conseil de sécurité. Les réformes de l'ONU devraient prendre en compte la représentation du monde musulman et les réalités du monde contemporain.

Les États membres de l'OCI ont appuyé les huit objectifs du Millénaire pour le développement qui doivent être réalisés d'ici à 2015. Nous espérons que l'on pourra atteindre cet objectif. Nous appuyons aussi l'idée de transformer le Conseil économique et social pour renforcer l'efficacité de ses travaux dans l'examen des nouveaux défis relatifs au développement économique et social dans le monde. Cela ouvrirait la

voie à une ère de plus grande justice sociale et à un ordre mondial plus démocratique.

Pour terminer, au moment où notre monde se trouve à la croisée des chemins et doit s'orienter vers un futur prometteur, ou un avenir en proie aux menaces, il ne faut pas passer à côté de la possibilité offerte par ce forum de haut niveau de nations de tout faire pour sauver l'humanité face aux ravages de la pauvreté, l'analphabétisme et la désintégration sociale. Il faut que les prochaines générations se souviennent de ce moment comme d'un moment où les dirigeants du monde se sont montrés à la hauteur du défi et ont jeté les bases d'un village mondial, sain et progressiste; cela demeure notre destination dans ce nouveau millénaire. À cette fin, je promets solennellement la pleine coopération et le plein partenariat de l'Organisation de la Conférence islamique pour les années à venir.

**Le Coprésident (Suède)** (*parle en anglais*): L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Anders Johnsson, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, qui va prendre la parole au nom de la Conférence mondiale des présidents des parlements de l'Union interparlementaire.

**M. Johnsson** (Union interparlementaire) (*parle en anglais*): Le Président de l'Union interparlementaire, le Sénateur Sergio Paez Verdugo, regrette vivement que des engagements politiques urgents dans son pays, le Chili, l'aient empêché de se joindre à nous aujourd'hui. À sa demande, j'ai donc l'honneur de vous faire rapport des conclusions de la deuxième Conférence mondiale des présidents des parlements.

Pendant trois jours la semaine dernière, plus de 150 présidents de parlements se sont réunis dans cette salle pour débattre du rôle croissant des parlements dans les travaux de l'ONU. Ils sont venus avec l'intention de renforcer ce rôle grâce à un nouveau partenariat stratégique entre l'ONU et les parlements et se sont engagés à créer un élan politique pour la réforme de l'ONU.

Nous avons mis à la disposition de tous la déclaration adoptée par les présidents des parlements à la fin de leurs débats. C'est le résultat d'un processus long et prudent qui a inclus des consultations approfondies avec les parlements du monde entier. Ce document est court et direct, axé sur un seul bref message, d'après lequel les parlements ont un rôle

essentiel à jouer pour combler le manque de démocratie dans les relations internationales.

La déclaration prend en compte la question de la réforme de l'ONU. Le texte ne mâche pas ses mots. Les parlementaires veulent voir les propositions de réforme débattues et souhaitent que leurs gouvernements agissent maintenant, pas dans cinq ans, ni dans 10 ans. Ils veulent une réforme, et ils veulent qu'elle soit complète. Les réformes doivent reconnaître les liens intrinsèques entre la démocratie, la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

La déclaration appelle au changement et à une action politique pour parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement et identifier des ressources financières supplémentaires pour le développement. Elle demande également la conclusion d'un traité global sur le terrorisme, avec une définition claire du terrorisme, et de véritables progrès dans le désarmement nucléaire, la non-prolifération et la maîtrise des armements. Franchement, les enjeux sont trop grands pour permettre à l'impasse actuelle de continuer. Le texte réaffirme également que la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sont essentielles au développement, à la paix et à la sécurité.

Les présidents des parlements veulent une ONU plus vigoureuse. Ils appellent les États, y compris leurs parlements, à faire preuve de la volonté politique et de l'esprit de direction nécessaires pour fournir à l'ONU des mécanismes plus efficaces, des ressources financières et humaines appropriées et une véritable réforme de la gestion.

Au cours de l'année écoulée, stimulés par le rapport du Groupe Cardoso (A/58/817), de nombreux parlements ont examiné la manière d'organiser au mieux la coopération entre les parlements et l'ONU. Les conclusions de ces débats figurent également dans la déclaration. La déclaration affirme que les parlements ont un rôle constitutionnel dans tous les pays : celui de représenter la volonté de leur peuple et d'adopter, en son nom, des lois, y compris les budgets nationaux et la surveillance du Gouvernement. Cette responsabilité est assumée dans le pays, mais elle consiste également à suivre de près la myriade de négociations internationales qui se tiennent dans les instances multilatérales.

Les parlements souhaitent veiller à ce qu'ils soient bien informés de ces négociations, qu'ils aient la

possibilité de débattre de ce qui est négocié, qu'ils puissent interroger les ministres et influencer les positions de négociation qu'ils défendent au nom de leur peuple. Et une fois que les négociations sont terminées, c'est aux parlements de ratifier les accords et de veiller à leur mise en œuvre. Cela implique d'amender ou d'adopter des lois, de voter des budgets et, bien sûr, de tenir les gouvernements responsables s'agissant de leur mise en œuvre.

La déclaration ajoute que les parlements devraient renforcer leurs travaux internationaux en partenariat avec l'Union interparlementaire, qu'ils considèrent comme étant un homologue parlementaire mondial sans pareil pour l'ONU. Les présidents de parlements n'appuient pas la création de nouvelles assemblées parlementaires à l'ONU ou ailleurs. Ils souhaitent, au contraire, que l'Union interparlementaire mobilise les compétences, qui existent dans les comités permanents parlementaires élus, et travaille sur les questions qui figurent au rang des préoccupations internationales. Ils veulent que l'Union interparlementaire facilite la fourniture de davantage d'informations de qualité aux parlements nationaux sur les activités de l'ONU. Ils souhaitent organiser plus d'audiences parlementaires et de réunions spéciales à l'ONU, et veulent que nous favorisions une coopération étroite avec les assemblées et organisations parlementaires régionales officielles.

Ce faisant, les parlements et l'Union parlementaire veulent renforcer l'ONU, aider à la mise en œuvre des décisions qui y sont prises et la tenir responsable face aux peuples qu'elle sert dans le monde entier. Tout cela représente un vaste programme pour les parlements et l'Union interparlementaire.

Les présidents sont venus à New York forts de l'engagement de leurs parlements respectifs de mettre cela en œuvre. Ils se tournent maintenant vers les participants de la présente réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale pour demander leurs engagement et soutien pour que ce programme se concrétise, en permettant notamment à tous les membres des parlements de venir à New York pour des réunions que nous organisons à l'ONU.

Pour terminer, le principe selon lequel les problèmes doivent être résolus par le dialogue représente la pierre angulaire tant de la démocratie que de l'ONU. Les présidents des parlements invitent l'Assemblée à s'appuyer sur ce fondement pour

construire un partenariat stratégique entre l'ONU et les parlements par le truchement de l'Union interparlementaire.

**Le Coprésident (Suède)** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de M. Zhang Deguang, Secrétaire général de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

**M. Zhang Deguang** (Organisation de Shanghai pour la coopération) (*parle en chinois*) : Je suis reconnaissant pour la possibilité qui m'est offerte de prendre la parole devant l'Assemblée. C'est la première fois qu'un représentant de l'Organisation de Shanghai pour la coopération intervient de cette tribune. Je voudrais, au nom de tous les États membres et observateurs de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, exprimer nos chaleureuses félicitations à l'occasion du sixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. J'espère que la présente Réunion de haut niveau aura beaucoup de résultats fructueux.

Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies œuvre pour réaliser le plus grand rêve de l'humanité : éviter que la tragédie de la guerre se répète et faire en sorte que le soleil de la paix brille toujours dans le monde. À diverses occasions dans le passé, l'Assemblée a entendu des appels vigoureux et sincères de nombreux pays en faveur de la paix. Cette salle a également été le théâtre de grands efforts et de contributions remarquables en faveur de la sauvegarde de la paix par l'Organisation des Nations Unies.

De grands changements sont intervenus dans le monde d'aujourd'hui; l'humanité a laissé derrière elle une ère de guerre et de paix et est entrée dans une nouvelle ère de paix et de développement. Néanmoins, l'Organisation des Nations Unies continue de jouer un rôle irremplaçable dans les affaires internationales aujourd'hui. Les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies demeurent la pierre angulaire incontestable des relations internationales modernes. Préserver le rôle central et l'autorité de l'ONU reste une responsabilité et une mission communes pour la communauté internationale.

Il va sans dire que l'ONU doit également mener à bien des réformes rationnelles et indispensables afin de réagir de manière plus efficace aux nouvelles situations, aux nouveaux défis et aux nouvelles menaces d'un monde placé sous le signe de la mondialisation, et afin de mieux s'acquitter de la

difficile tâche qui est la sienne en matière de promotion de la paix et du développement dans le monde. Lors du processus de réforme de l'ONU, il nous faut respecter le principe du plus grand consensus possible. Aucun calendrier ne doit être arrêté pour la réforme de l'Organisation. Et aucun vote ne doit être imposé sur les projets de résolutions controversés.

Comparée aux 60 ans d'histoire de l'Organisation des Nations Unies, l'histoire de l'Organisation de Shanghai pour la coopération ne fait que commencer. Il y a quatre ans dans la ville de Shanghai, les dirigeants du Kazakhstan, de la Chine, du Kirghizistan, de la Russie, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan annonçaient la naissance de cette nouvelle organisation de coopération régionale.

L'Organisation de Shanghai pour la coopération est déterminée à renforcer les relations de bon voisinage, la confiance mutuelle et l'amitié entre ses États membres; à améliorer leur coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, des transports, de l'énergie, du tourisme, de la protection de l'environnement et des affaires humanitaires; à lutter contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme; à préserver la paix, la sécurité et la stabilité dans la région; et à promouvoir l'édification d'un ordre politique et économique international démocratique, juste et rationnel. Au niveau interne, l'Organisation de Shanghai pour la coopération est guidée par l'esprit de Shanghai, qui repose sur la confiance mutuelle, l'intérêt de tous, l'égalité, la consultation, le respect de la diversité des cultures et l'aspiration au développement commun. Sur le plan extérieur, l'Organisation de Shanghai pour la coopération respecte les principes de l'ouverture et du non-alignement et s'oppose à ce que l'on prenne des États ou des régions pour cible.

En l'espace de quelques années seulement, l'Organisation de Shanghai pour la coopération a dans l'ensemble, achevé le travail de mise en place de ses mécanismes et a enregistré des progrès notables dans divers domaines, y compris s'agissant d'établir des liens avec l'extérieur. Un récent sommet, tenu à Astana, a permis d'établir les grandes lignes stratégiques de la poursuite du développement de l'Organisation de Shanghai pour la Coopération. En outre, après la Mongolie, ce sont le Pakistan, l'Iran et l'Inde qui ont été admis comme observateurs auprès de l'Organisation de Shanghai. Nous sommes heureux de constater que les buts et principes de l'Organisation de